

Les partis politiques dans le Benelux

Daniel L. SEILER

Université de Lausanne

Working Paper n.48

Barcelona 1992

La première question à se poser face à un sujet comme les partis politiques dans les pays du Bénélux est la pertinence de l'aire géographique concernée. En effet le Bénélux constitue la plus ancienne tentative d'intégration européenne encore en vigueur aujourd'hui. Elle faisait suite à une initiative avortée -le groupe d'Oslo- conduite par les mêmes pays avec en plus le Danemark, la Norvège et la Suède. Alliance des petits pays pour assurer leur indépendance face aux plus grands.

Cependant pour sympathique qu'il paraisse, le Bénélux constitue un enjeu politique contesté dans au moins l'un des trois pays, la Belgique. En effet l'alliance politique entre la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas traduit concrètement un mythe politique ancien: celui des Pays-Bas des Bourguignons, puis des Habsbourg qui atteignirent leur apogée sous Charles Quint. En dépit de lectures historiques officielles mythifiantes favorables à cette "Grande Néerlande". Elle se rompt avec la Réforme et avec la politique religieuse de Philippe II dont le représentant sur place, Alvarez de Toledo, duc d'Albe, sert de bouc émissaire à la fois à l'historiographie "orangiste" -pan-néerlandaise- et à l'historiographie nationaliste belge. Prégnance des mythes ou jeu des intérêts britanniques ou les deux à la fois, le fait est que le Bénélux apparaît, en 1815, sous la forme du Royaume des Pays-Bas où la Hollande reçoit du Congrès de Vienne, neuf départements belges -les provinces actuelles- arrachés à la France où pourtant ils s'étaient fort bien intégrés. or la séparation entre la Belgique, restée fidèle au Catholicisme et donc à la Couronne d'Espagne d'avec la République des Provinces Unies passée au Calvinisme correspond à la fondation des identités nationales, à l'origine structurées autour de la religion.

En deux siècles les pays belges marqués par la contre-réforme et terre d'élection des Jésuites et des grands ordres enseignants se sont fortement différenciés des Provinces Unies frappés au sceau de "l'éthique protestante et de l'esprit du capitalisme".

A défaut de Protestants, très marginaux en Belgique, ce sont les secteurs dynamiques du capitalisme, les "orangistes" aussi peu nombreux qu'influents qui perpétueront l'idée de l'union entre la Hollande commerçante, maritime et coloniale et la Belgique industrielle. A ce lobbying économique qui triomphe avec la création du Bénélux il faut ajouter la montée du nationalisme flamand qui substitue la langue à la religion comme ferment identitaire. Ce nationalisme flamand est soucieux de frayer une unité de langue avec les Pays-Bas. Dans l'entre-deux guerres le mouvement VERDINASO ainsi que les autonomistes "officiels" du VNV rêvent d'une grande Néerlande qui inclurait la Wallonie ainsi que le Nord de la France et qui, pour certains, s'étendrait à l'Allemagne septentrionale: le pays Thiois. Dernière

dérive idéologique le fascisme belge, le Rexisme du Wallon Léon Degrelle, va pour justifier son alliance avec les nationalistes flamands se rallier, sous l'occupation allemande au mythe de la "Grande Néerlande" qu'il voit bourguignonne.

Issu de mouvements de résistance antifascistes le mouvement autonomiste wallon va d'emblée affirmer son hostilité au Bénélux que les Flamands alliés au milieu des affaires et de l'industrie imposeront à la Belgique. Ils seront suivis par la majorité des Wallons et Bruxellois, de la même façon que les nationalistes flamands avaient convaincu la majorité de leur peuple tous partis confondus, de la nécessité d'institutionnaliser les liens qu'une communauté de langue crée entre la Flandre et les Pays-Bas. Seul le dépassement du Bénélux par la CEE a calmé l'opposition de la Belgique romane.

Prendre le Bénélux comme unité d'analyse n'est donc pas neutre et doit être justifié par des arguments de science politique et en se gardant de toute polémique. Ce sera notre première partie. Ensuite nous aborderons la classification des partis politiques dans les trois pays pour enfin les envisager sous l'angle des systèmes de partis.

1. LE BÉNÉLUX UN ESPACE POLITIQUE

La délimitation du Bénélux comme espace politique présente-t-elle quelque justification du point de vue de la science politique en général et de l'analyse comparative des partis politiques?

Du point de vue morphologique qui serait celui du droit public, on peut en douter. La Belgique et le Grand Duché de Luxembourg possèdent plus de traits communs -code Napoléon, organisation judiciaire, cadre administratif général- avec la France qu'avec les Pays-Bas. Et si plutôt que de les comparer avec la Ve République on le faisait avec la Monarchie de Juillet (1830-1848) la parenté se révélerait encore plus forte.

En revanche si l'on se place du point de vue des partis politiques la Belgique et le Luxembourg se distinguent radicalement du modèle français pour s'apparenter nettement aux Pays-Bas, mais aussi à l'Italie et à la Suisse. Vus sous cet angle l'Espagne, le Portugal et même l'Allemagne et la Grande-Bretagne, sont plus proches de la France que ne le sont les pays du Bénélux. Deux traits constants permettent, par delà leurs idiosyncrasies nationales, de rassembler la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas dans une catégorie taxinomique commune: une situation "à l'italienne" et la consociativité,

a) Une situation à "l'italienne"

Les systèmes partisans des trois pays du Bénélux correspondent au modèle que Sartori définit comme multipartidisme polarisé (1).

On peut discuter, à l'heure de l'effondrement de l'empire soviétique et du réalignement des plus intelligents des partis communistes de la pertinence d'un tel modèle. D'autant plus que les partis communistes belges, néerlandais se sont totalement évaporés. cependant il nous paraît plus éclairant que l'alternative proposée par Galli sous le nom de bipartisme imparfait.

Que retenir du modèle de Giovanni Sartori? Par delà la réalité de son concept de polarisation,, dont on reconnaît bien volontiers l'obsolescence, ce sont l'idée d'une multiplicité des pôles conflictuels et la possibilité pour un grand parti d'occuper une position carrefour à l'entrecroisement des grands axes conflictuels qui divisent le système de parti. Ceci va à l'encontre tant des thèses de Jean Blondel sur l'axe partisan unique -continuum droite-gauche- que des analyses de la théorie des coalitions sur la position pivotante que seul un petit parti ,(i.e. le FDP allemand) peut occuper (2).

Globalement le système partisan des pays du Bénélux fonctionne de la manière suivante: une gauche socialiste, un centre confessionnel -démocrate-chrétien en l'occurrence- et une droite libérale. La démocrate-chrétienne constitue l'axe de toutes les coalitions qui sont la règle dans ces pays. La structure des coalitions ne correspond pas à une série aléatoire mais bien à une configuration précise. En effet gouvernements de centre-droite, coalition "bleue romaine" aux Pays-Bas, que la presse belge francophone désigna souvent du terme conservateur, alternent avec des gouvernements de centre-gauche ou "rouge romaine" ou encore, pour la presse belge d'expression française et de droite, gouvernements travaillistes, sans doute parce que ce type d'alliance bénéficie de la faveur des syndicats. Les gouvernements du centre-droite regroupent libéraux et démocrates-chrétiens, tandis que ces derniers constituent avec les *socialistes, le centre-gauche qui souvent compte d'autres partis, autonomistes en Belgique, démocrates 66 et PPR aux Pays-Bas.

Les exceptions à la règle sont si rares qu'elles tendent à la confirmer. Depuis 1918 les quelques exceptions correspondent, dans l'ordre des fréquences, soit à des unions nationales durant les deux guerres ou, en Belgique et au Luxembourg, à des alliances anticléricales entre socialistes et libéraux, dans ces

deux pays, elles ne représentent pas plus de six ans sur un total de soixante-treize ans de suffrage Universel. Actuellement les trois pays sont gouvernés par des coalitions de centre-gauche et dirigées par des premiers ministres démocrates-chrétiens. Ces derniers tendent à bénéficier d'une réelle longévité politique et à survivre aux changements de coalitions: plus de dix ans pour MM. Lubbers et Martens. Le premier ministre néerlandais, Ruud Lubbers, arriva au pouvoir comme l'homme de l'alliance avec les libéraux afin de réaliser une austérité "thatchérienne". Il se révéla capable de survivre à un renversement d'alliance et dirige aujourd'hui un gouvernement de centre-gauche. Il est toutefois battu sur son terrain par son homologue belge Wilfried Martens qui propulsé à la tête du gouvernement, sans jamais avoir été ministre, comme l'homme du front des progressistes semblait identifié au centre-gauche. Il n'en dirigea pas moins -et durant deux législatures- une coalition très à droite avec les libéraux. Il n'en resta pas là: après avoir proclamé qu'il ne gouvernerait jamais plus avec les socialistes, il n'en retourna pas moins à ses anciennes alliances.

b) Un système consociatif

La curieuse nature des , partis principaux dans les pays du Bénélux n'est compréhensible qu'à la lumière de la consociativité, théorie inventée par le politiste néerlandais Arendt Lijphart (3). Il s'agit d'un mode de gouvernement et de rapport entre société civile et société politique qu'on peut résumer en trois traits fondamentaux.

Premièrement la société est segmentée en subsociétés, selon la religion, les zuilen ou piliers aux Pays-Bas et les mondes sociologiques en Belgique et au Luxembourg. Il s'agit de réseaux au maillage diversifié et qui enserrant les individus du berceau à la tombe. L'école forme le noyau de chacun de ces réseaux qui comprennent également le système hospitalier, la sécurité sociale en Belgique, de nombreux secteurs culturels -la radio-TV aux Pays-Bas- et le mouvement syndical. Ces segments consociatifs sont médiatisés par un ou deux partis politiques.

Deuxièmement les segments consociatifs "ne se rencontrent qu'au sommet", par le truchement de leurs élites respectives. Ces dernières négocient entre elles afin de définir les grandes lignes et les grandes options qui régiront la politique à moyen et long terme. Par exemple, la mise en place du système de protection sociale des trois pays, fut de cette manière décidée après la seconde guerre mondiale, de même, qu'en Belgique, les grands choix constitutionnels visant à fédéraliser le pays.

Troisièmement et en corollaire du précédent, un certain nombre de

décisions politiques échappent ainsi au mode décisionnel de type majoritaire pour faire l'objet d'un consensus entre les segments consociatifs. Il en va ainsi de tous les objets qui touchent à la raison d'être de ces derniers ou qui seraient de nature à affecter leurs intérêts.

Aux Pays-Bas, pays religieusement hétérogènes, les segments sont au nombre de trois: catholique, protestant et "humaniste", c'est-à-dire laïc. Pays de tradition catholique la Belgique et le Luxembourg n'en comptent que deux: le monde catholique et le monde laïc. Dans ces deux pays, la Franc-maçonnerie joue un rôle considérable et représente pour le monde laïc ce que l'Eglise ou l'épiscopat constituent pour le Monde catholique. A cet égard, la Belgique offre la particularité de posséder une université maçonnique, d'ailleurs réputée, l'Université libre de Bruxelles qui fut fondée, au siècle dernier, pour faire le pendant à l'Université catholique de Louvain. Ces deux institutions sont privées.

2. LES PARTIS POLITIQUES: CLASSIFICATION

Seules les grandes familles de partis, démocrate-chrétien d'une part, socialistes et libéraux de l'autre, médiatisent des segments consociatifs. Le problème des seconds est de se trouver limités à un seul segment alors qu'ils possèdent une vocation de partis de classes, il leur faut donc s'efforcer de sortir de leur "ghetto" consociatif.

Aux "partis consociatifs" ou d'origine consociative sont venus s'ajouter des formations politiques qui traduisent l'émergence de nouveaux clivages. Il faut donc distinguer ces catégories auxquelles il importe d'ajouter les partis issus de clivages qui n'existeraient que dans un seul des deux pays. Le modèle d'analyse que nous utilisons est inspiré du paradigme de Rokkan (4) et fit l'objet de certaines recherches de notre part (5).

a) Les clivages "traditionnels"

Les clivages dits "traditionnels" sont ceux qui permettent de caractériser l'aire politique correspondant au Bénélux, mais aussi à l'Italie et à la Suisse. Il s'agit d'un système partisan correspondant à l'entrecroisement -cross-cutting cleavages- de deux clivages fondamentaux: Église/État et Possédants/ Travailleurs.

Le clivage Église/État

C'est en Belgique qu'il émerge dès 1845 comme clivage fondamental; on

le retrouve, plus tard mais avec la même importance, au Luxembourg, fragment arraché à la Belgique en 1831, pour être donné, à titre personnel au Roi des Pays-Bas. La situation est assez différente dans ce dernier pays.

Néanmoins tous trois ont en commun le fait de posséder un épiscopat catholique composé, vers 1830-1840, de prélats libéraux. Dans les deux pays catholiques, régis par une oligarchie unissant une bourgeoisie hégémonique à une noblesse dont l'identité fut rapidement détruite par une politique d'annoblissement à outrance, une seule question pouvait se muer en pomme de discorde: celle des rôles respectifs de l'Église et de l'État en matière scolaire.

Les partis libéraux belges d'abord et luxembourgeois plus tard, furent créés pour émanciper l'école de la tutelle ecclésiastique. Avec le temps et le durcissement de l'Église sous Pie IX (le syllabus), ils devinrent franchement anti-catholique à et résolurent d'éliminer "l'infâme", c'est-à-dire l'Église. Avec la "question sociale", traduisant l'émergence du clivage de classes entre Possédants et Travailleurs, les libéraux se déchirèrent entre doctrinaires, gardiens des privilèges de la bourgeoisie et hostiles au suffrage universel, d'une part, et radicaux, d'autre part, favorables au suffrage universel et soucieux de plus d'équité sociale. Le seul ciment du libéralisme résidait dans la virulence de son anticléricalisme. Ils ne purent toutefois enrayer la montée du socialisme auquel se rallièrent les éléments les plus avancés du radicalisme.

Aux Pays-Bas, restés autoritaires jusqu'en 1848 et de tradition protestante, le parti libéral doit lutter pour la conquête de la démocratie politique; celle-ci incluant la lutte pour l'émancipation des catholiques. Hostiles à l'instauration du système consociatif, les libéraux ne purent empêcher les alliances entre Protestants et Catholiques -Pacte Rome-Dordrecht- renforcées ensuite du concours des sociaux-démocrates, de réussir dans cette entreprise. A la fin du XIX siècle, ils perdirent le soutien des catholiques, au XXe ils se scindèrent en deux partis opposés: un conservateur et un radical. Très actif dans la Résistance, les radicaux fusionnèrent avec les sociaux-démocrates et un petit parti démocrate-chrétien de gauche pour former le Parti du Travail (PvdA). Quand aux libéraux conservateurs, ils se réalignèrent pour constituer un parti conservateur moderne, suivis en 1961 par les libéraux belges.

Seuls les libéraux luxembourgeois, devenus le Parti-démocrate, restèrent fidèles à leur projet séculariste et anticlérical, maintenant la convivance entre libéraux et radicaux., Ils devaient connaître une longue traversée du désert, réduits à la portion congrue par leurs rivaux socialistes: ils ne médiatisaient plus que la fraction anticléricale de la bourgeoisie. Leur ténacité fut récompensée. En effet, dès

le milieu des années soixante, grâce à une cure d'opposition et au leadership dynamique Gaston Thorn, ministre des affaires étrangères, puis premier ministre et enfin président de la Commission des Communautés Européennes, le Parti démocrate parvint à bénéficier de l'embourgeoisement des salariés. Il est aujourd'hui le parti privilégié par les "yuppies" et dépasse en votes et en sièges, le Parti socialiste.

La schéma d'ensemble est le même pour les démocrates-chrétiens, cependant, en dépit de revers électoraux, ils ont maintenu leur cap idéologique et leur base interclassiste. Pour eux *aussi il faut distinguer le cas belgo-luxembourgeois de celui des Pays-Bas.

Dans ces deux pays un parti de défense religieuse s'organise, à l'initiative de l'Église, afin de lutter contre la politique scolaire des gouvernements libéraux: le Parti catholique belge et le Parti de la droite, au Luxembourg; les catholiques belges ayant trente ans d'avance sur leurs homologues luxembourgeois. Ils parviendront à mettre sur pied la plus puissante organisation partisane jamais réalisée en Europe avant l'émergence d'un mouvement ouvrier de masse: la Fédération des cercles catholiques et associations conservatrices. Face à la naissance du socialisme, les catholiques serreront les rangs autour de l'épiscopat et créeront leurs propres syndicats qui dans le Bénélux, et surtout en Belgique où ils sont majoritaires, réussiront mieux qu'ailleurs. En dépit des évêques qui poussent à l'unité, le Parti catholique va encaisser le contre coup de l'affirmation du clivage de classe, d'abord au sein même de la Fédération des cercles naît un courant sensible aux préoccupations sociales, la Jeune Droite, débordée ensuite sur sa gauche par la création vers 1890 de la Ligue démocratique belge qui rassemble les intellectuels démocrates chrétiens et les syndicats catholiques. Plus à gauche se crée le Parti chrétien populaire flamand de l'abbé Daens qui sera en butte à tout l'arsenal canonique dont l'épiscopat peut faire usage à l'encontre de ses clercs récalcitrants. Ce parti est à la fois nationaliste flamand et socialisant et exercera, longtemps après sa disparition une profonde influence idéologique sur l'aile gauche de la démocratie-chrétienne flamande. Dans l'entre-deux guerres, secoué par l'impact, tant du clivage Possédants/Travailleurs que de l'opposition entre Flamands et Wallons, la démocratie chrétienne se réorganise totalement: le Bloc catholique belge fédérant le Parti catholique populaire flamand (KVV) et le Parti catholique social, que fédèrent à leur tour l'antique Fédération des cercles (droite), l'Alliance agricole (centre) et la Ligue nationale des travailleurs chrétiens, héritière de la LDB (gauche). Sans les interventions constantes du clergé en général et de l'épiscopat en particulier, cette coalition sans programme eût volé en éclats. Au Grand-Duché de Luxembourg, les catholiques sociaux frayèrent patiemment leur chemin au sein du Parti de la droite.

Le cas des Pays-Bas, État multiconfessionnel, la situation est différente et il importe de distinguer les Catholiques des Protestants. Fondé à la suite de la "révolte des gueux" contre le Roi d'Espagne, sous le nom de République des Provinces Unies, devenue après la Révolution, la République batave, puis sous Napoléon, le Royaume de Hollande et depuis 1815 le Royaume des Pays-Bas, le pays est cimenté par la Réforme calviniste qui lui servit d'idéologie d'État. Les catholiques sont confinés jusqu'à la Révolution dans deux provinces sujettes, le Brabant septentrional et le Limbourg qui étaient en fait bien plus flamandes que hollandaises; ailleurs ils sont persécutés. C'est dire qu'au moment de l'émancipation des Catholiques après 1848, ceux-ci sont, à l'image de leur coreligionnaires irlandais, un peuple de petites gens, largement ruraux et encadrés par de maigres élites, hobereaux et notables ruraux des deux provinces du Sud accru de quelques intellectuels protestants convertis dans la foulée du mouvement d'Oxford en Angleterre. Fidèles, d'abord, au Parti libéral qui les émancipa, les catholiques néerlandais ne s'organisent politiquement que pour faire pièce à la montée de la social-démocratie et ce à l'inspiration du clergé. Ils créeront ainsi, à la fin du XIXe siècle le Parti-national des catholiques ro mains. organisée plus tard que le Parti catholique belge et après le Zentrum allemand, la démocratie-chrétienne néerlandaise sera, dans l'ensemble, plus populiste et plus démocratique, à l'origine elle sera d'ailleurs considérée, par les classes. dominantes, comme un parti de pauvres.

Le monde calviniste sera, quant à lui, secoué par une vague piétiste et fondamentaliste qui envahit, au siècle passé, l'ensemble de l'Europe protestante. Aux Pays-Bas l'Église réformée officielle, la Hervoronde Kerk, sera ainsi dénoncée pour son libéralisme, son intellectualisme et ses compromissions tant avec l'État qu'avec "l'esprit des lumières". Les plus résolus des fondamentalistes créèrent une église dissidente, la Gereformeerde Kerk. L'un d'eux, Kuyper ému par les résultats obtenus par l'organisation de la sociale-démocratie d'une part, et celle du Parti catholique, d'autre part, fonda un parti populiste et fondamentaliste: le Parti anti-révolutionnaire (ARP). Titre curieux qui signifie l'irréductible opposition du Parti aux principes de la Révolution française de 1789, responsables du socialisme, de l'émancipation des papistes et de la "corruption" de l'Église réformée officielle! Démocratique à bien des égards et socialement avancée, car elle recrute chez les protestants de modeste condition, l'ARP évoque, à ses débuts, le parti des calvinistes irréductibles du Pasteur Ian Paisley en Irlande du Nord. Les choses n'en restèrent pas là! Les fondamentalistes les plus bourgeois de l'Église réformée officielle (Hervoronde) jugeant l'ARP sous la coupe de l'Église dissidente, fondèrent en 1905 l'Union chrétienne historique (CHU).

Après s'être opposés durant quelques décennies partis protestants et catholiques comprirent, au début de l'entre-deux guerres, qu'il était plus fructueux de s'entendre car ils possédaient les mêmes intérêts matériels: assurer le financement de leurs écoles, hôpitaux et autres institutions socio-culturelles et caritatives., C'est le pacte Rome-Dordrecht qui fonde le système consociatif aux Pays-Bas.

Partout dans l'Europe catholique, la Libération et l'après-guerre constituent un moment privilégié dans le développement de la démocratie-chrétienne. Elle prend quelque distance par rapport au clergé et se dote d'une idéologie, le personnalisme, de programme tandis qu'elle passe sous le contrôle de cadres issus de la Résistance antifasciste.

Au Luxembourg le vieux parti se mue en Parti chrétien social (PCS), tandis qu'il cède la place, en Belgique, au Parti social chrétien (PSC-CVP), théoriquement autonome par rapport à l'Église et au segment consociatif catholique. En 1968, l'aide wallonne du parti prend ses distances et le PSC et le CVP -Parti chrétien" populaire- deviennent deux partis totalement distincts tant du point-de-vue des programmes que des groupes parlementaires.

Aux Pays-Bas, la Rénovation de l'après-guerre ne concerne que le Parti national des catholiques romains qui devient le Parti catholique populaire (KVP). Du côté protestant si la CHU reste très conservatrice, la populiste ARP devient de plus en plus sensible au réformisme social et au pacifisme. Les trois partis religieux coopéreront de plus en plus avec une accélération provoquée par la tourmente idéologique engendrée, aux Pays-Bas, par le Concile Vatican II. De nombreux catholiques rejoindront alors les rangs du Parti travailliste. En 1965 après la chute du gouvernement Cals -KVP-ARP-Travàillistes- cinq députés du KVP formeront le Parti politique des radicaux (PPR), rejoints par de nombreux protestants; ce parti est le véhicule privilégié des idées de la nouvelle gauche.

Phagocytés électoralement entre les progrès des libéraux, sur leur droite, et par ceux de l'alliance des progressistes de Joop Den Uyl travaillistes-PPR-Démocrates 66, les partis religieux conclurent une alliance électorale, ce qui ne les empêcha par de céder la direction du gouvernement à ce dernier. En 1978 ils fusionnèrent créant l'Appel démocrate chrétien (CDA), limitant ainsi les dégâts. Avec le pontificat de Jean-Paul II, l'Église catholique des Pays-Bas fut remise progressivement au pas; le mouvement s'accrut lorsque le Cardinal Willebrands prit sa retraite comme chef de l'Église des pays et fut remplacé par le plus conservateur des membres de l'épiscopat, Mgr Simonis. Politiquement, l'hémorragie du vote démocrate-chrétien cessa pour remonter quelque peu,

dépassant à nouveau, le vote travailliste; mais il s'agit d'une stabilisation car le CDA représente aujourd'hui ce que le seul parti catholique KVP représentait vers 1960. A côté du CDA on trouve quatre petites formations religieuses. Les deux premières sont anciennes, le GPV et le SGP, regroupant les ultra-fondamentalistes protestants qui au sein de chacune des deux églises calvinistes officielle et dissidente- refusèrent le pacte Rome-Dordrecht, inacceptable compromission avec l'hydre papiste. Les deux secondes datent de la création du CDA. Quelques catholiques conservateurs refusèrent la fusion et fondèrent le Parti catholique romain, RKP. A l'opposé des membres de l'ARP et, dans une moindre mesure, du KVP, trouvèrent le CDA trop conservateur et trop sécularisé et formèrent le Parti évangélique populaire, EVP.

Les quatre partis démocrates-chrétiens du Bénélux, CVP flamand, PSC francophone en Belgique, PCS au Luxembourg et CDA aux Pays-Bas correspondent comme la DC italienne ou Suisse au type historique ou authentique de la démocratie chrétienne. C'est-à-dire qu'ils ont peu de choses en commun avec la CDU-CSU allemande et encore moins avec le Partido Popular. Ce sont des formations réellement inter-classistes et qui réussissent l'exploit d'entretenir des relations à la fois avec le patronat et avec les syndicats chrétiens. Le plus étonnant de tous étant le CVP qui surpasse la parti socialiste dans l'électorat ouvrier, car les syndicats chrétiens sont, en Flandres, plus puissants que les syndicats socialistes.

Jadis voués à la recherche d'une troisième voie entre le socialisme et le capitalisme qu'ils condamnent également, les démocrates-chrétiens du Bénélux ont des programmes "centristes". En fait ce sont plutôt des carrefours où convergent les catholiques de droite, du centre et de gauche -le mot espagnol ou catalan convergència les désigne fort bien- pour peu qu'ils soient attachés aux intérêts de leur segment consociatif et des valeurs morales de la tradition judéo-chrétienne: monogamie, famille, moralité publique, etc.

Le clivage Possédants/Travailleurs

La puissance de la démocratie-chrétienne, due 1 à sa capacité de mobiliser aussi bien les classes moyennes que la bourgeoisie où les travailleurs, constitue un défi pour les partis de la gauche et de la droite classiques.

A droite, ce sont les libéraux néerlandais et belges qui choisirent d'occuper le créneau qui est celui d'un parti conservateur. On a vu que les Luxembourgeois sont restés fidèles à leur sensibilité d'origine.

Aux Pays-Bas l'évolution du libéralisme du type "old bourgeois Left", au

conservatisme libéral du type Tory fut lente et harmonieuse. On l'a vu les libéraux néerlandais se révélèrent, dès l'origine, un parti tolérant et ouvert. Par ailleurs le départ des radicaux de gauche et leur fusion avec les socialistes facilita considérablement la dérive droite du VVD -Parti pour la liberté et la démocratie. Néanmoins des jeunes turcs, issus des jeunesses libérales -Guyter et Van Mierloo, quittèrent le parti pour fonder les Démocrates 66.

En Belgique on assista à une rupture et non à une évolution. Les élections de mars 1961 se caractérisèrent par un double traumatisme qui affecta l'opinion publique "de droite": la crise du Congo et la grève générale de décembre 1960-janvier 1961. Deux partis représentant la "droite musclée" eurent deux élus cette année-là, le Rassemblement national, issu de la droite démocrate-chrétienne à Bruxelles et le Parti social indépendant à Mons. Cependant, si on ajoute à ces derniers le score du Parti indépendant et s'ils n'avaient pas été divisés, leur résultat en sièges eût été meilleur, compte tenu du système d'Hondt qui défavorise les petits partis. Par ailleurs, les pertes subies par le Parti social chrétien sur sa droite, ne l'empêcha pas de constituer une coalition avec les socialistes, le gouvernement Lefèvre-Spaak (1961-1965) qui fut d'emblée qualifié de "travailliste" par l'ensemble de la presse bourgeoise aussi bien libérale que catholique. Comme de surcroît ce gouvernement mena une action résolument réformatrice (il fût le plus à gauche depuis 1925), la droite catholique, habituée à voter pour la démocratie-chrétienne, se retrouva désorientée voire trahie. Ce fut le mérite d'Omer Van Audenhove, président du Parti libéral, de percevoir que la conjoncture était favorable pour la création d'un Parti conservateur moderne, fusionnant libéraux laïcs et conservateurs catholiques. Ainsi fut créé en 1961 le Parti de la liberté et du progrès (PLP-PVV) à partir du Parti libéral et des trois petits partis de droite susmentionnés. L'entreprise fut couronnée de succès car le nouveau parti doubla le nombre de ses sièges et, depuis les élections de 1965 le PLP-PVV obtient des résultats dont la moyenne se situe bien au-dessus de celle de l'ancien Parti libéral. Une récente étude longitudinale, recourant à l'analyse écologique, démontre empiriquement que le Parti de la liberté et du progrès apparaît dans les séries statistiques comme un nouveau parti.

L'avenir du libéralisme conservateur semble désormais assuré en Belgique, après une crise au début des années soixante-dix où le parti éclata en divers tronçons régionaux dont il subsiste aujourd'hui le PVV en Flandres et le PRL, Parti réformateur libéral à Bruxelles et en Wallonie. Le parti libéral flamand dirigé par Guy Verhoofstadt intellectuel "thatchérien" féru de "Reaganomics" est moins puissant que son "alter ego" francophone, ce dernier doit son dynamisme au fait que, plus modéré, il a pu absorber l'aile droite du Rassemblement wallon, parti autonomiste wallon aujourd'hui disparu. Le leader du PRL, Jean Gol

-successivement socialiste de gauche, puis autonomiste- vient en droite ligne du PRL.

A gauche, le défi confessionnel fut plus difficile à relever. Fondé à la fin du siècle dernier sous le nom de Parti ouvrier belge (POB), le parti socialiste s'opposa d'emblée à l'Église qui le lui rendit bien. Il fut longtemps amené à privilégier l'alliance avec la droite anticléricale au détriment de tout front de classe. Le POB se retrouva rapidement confiné dans la fonction de médiateur du monde ouvrier laïc, voire même à se substituer aux loges maçonniques dans le rôle de "contre-église". Cette option ne prêta nullement à conséquence en Wallonie, vieille terre d'industrialisation et déchristianisée de longue date: au moment de la fondation du POB, la classe ouvrière wallonne ne fréquentait plus guère la messe dominicale, pas plus qu'elle n'appliquait les principes chrétiens en matière de morale sexuelle ou face à l'alcool. Par contre la Flandre s'industrialisa plus tard et de façon plus harmonieuse. Instruits par l'expérience wallonne, les gouvernements catholiques belges mirent sur pied un réseau de tramways vicinaux, avec l'objectif de maintenir les ouvriers en milieu rural; ce fut un succès: encore aujourd'hui le mouvement socialiste est minoritaire, au sein d'une classe ouvrière flamande que domine la sensibilité démocrate-chrétienne. Aux Pays-Bas, industrialisés en même temps que la Flandre, la même situation prévalut, dans les deux provinces catholiques du Sud, dont le caractère minoritaire renforça encore plus l'imperméabilité à la propagande socialiste.

Cependant dès l'origine les trajectoires de la gauche belge -y compris flamande- et de la gauche néerlandaise divergèrent.

En Belgique, système consociatif bipolaire (catholiques/laïcs), le socialisme, en butte à l'hostilité de l'Eglise, dût frayer son chemin à travers le monde laïc qu'il domina. Idéologiquement et culturellement le parti fut créé à l'image du Parti ouvrier français de Jules Guesde. On peut dire du socialisme wallon qu'il constitue un guesdisme qui a réussi alors qu'il échoua en France, sauf dans le Nord, par ailleurs voisin de la Belgique. Le document programmatique fondateur du POB, "La Charte de Quaregnon" est, nonobstant quelques références votives à Proudhon, un texte rédigé dans la plus pure tradition guesdiste. Avec son caractère de marxisme simplifié, dogmatique et catéchétique et avec son goût pour l'organisation et la vie municipale, le guesdisme cadrerait fort bien avec le système consociatif et la culture associative imprégnée de catholicisme libéral qui caractérise la Belgique. Dans ce contexte de forte organisation, c'est le courant coopératif qui prit le dessus tant sur les syndicats que sur le parti. Le chef historique du socialisme belge, Emile Vandervelde assignait d'ailleurs aux coopératives le rôle moteur dans le mouvement ouvrier. or il s'agissait de coopératives de

consommation et non de production et le moteur était un frein. L'un des gendres français de Karl Marx écrivit à l'époque que les Belges avaient érigés l'épicerie au rang d'instance fondamentale du socialisme. On ne s'étonnera pas que dans l'entre-deux-guerres, le POB représentait déjà une institution puissante mais sclérosée qu'éclaboussa le krach financier de la banque des coopératives. De sa création à 1914, les mots d'ordre essentiels du POB étaient le suffrage universel pur et simple et la journée des 8 heures, il tenta vainement de démocratiser le pays en recourant bientôt à la grève générale -stratégie d'isolement, périodiquement remplacée par une stratégie d'alliance anticléricale avec les libéraux. En définitive ces deux objectifs furent atteints avec le concours des catholiques et à la faveur de l'"Union sacrée" de tous les partis durant la première guerre. Dès lors et jusqu'en 1960, le socialisme belge vécut sur ses acquis: le vieillissement de la population aidant, il devint le parti des retraités et pensionnés des générations qui découvrirent "la Journée des 8 heures", clientèle peu incline à l'aventure que le parti se contentait d'entretenir en promettant, de scrutin en scrutin, la hausse des retraites!

La seule tentative de rénovation vint de Flandre où le socialisme était minoritaire et grâce aux remous des années trente. Un penseur de niveau international, disciple de Bernstein et inspiré par la philosophie, de Kant, Hendrik de Man devint président du POB auquel il imposa son socialisme planiste ainsi qu'une stratégie d'ouverture vers la gauche catholique. Hélas, de Man adopta une attitude ambiguë en 1940-41 et, pour le socialisme belge, la Libération prit la forme de restauration. Le parti changea son nom pour PSB (Parti socialiste belge) et améliora son organisation, pour le reste ce fut le retour à l'orthodoxie incarnée par la Chartre de Quaregnon, le guesdisme triomphait. La PSB renonça à combattre un système consociatif dont il bénéficiait largement et tint deux fers au feu: il alterna une stratégie de consolidation du segment consociatif laïc, au moyen de l'alliance entre les partis anticléricaux, avec une stratégie de consolidation de sa propre clientèle, au moyen d'une alliance avec le PSC-CVP où il privilégiait la droite catholique flamande.

Le contraste est grand avec le socialisme néerlandais. En effet celui-ci dut se développer dans une société civile de type consociatif mais dont la configuration diffère considérablement de celle qui existe en Belgique.

La segmentation est non pas bipolaire mais triple, en trois "piliers" (Zuilen), catholique, calviniste orthodoxe et général. Ce dernier comprenant indifférents, agnostiques et athées, mais aussi tous les chrétiens qui constituent le protestantisme libéral. L'existence de trois segments et non de deux permet un jeu politico-social plus souple, fondé sur des alliances conjoncturelles: catholiques et calvinistes se retrouvant sur la question scolaire, tandis qu'une certaine laïcité de

l'État était maintenue par les catholiques et les "généraux" contre les calvinistes le plus souvent, ou des deux derniers contre les catholiques quand ceux-ci tentaient d'imposer leurs vues aux autres. Par ailleurs le courant libéral néerlandais, influencé par les secteurs les plus ouverts du protestantisme, pratiquait une laïcité positive différente de l'anticléricalisme virulent de son homologue belge. Ensuite un radicalisme d'orientation sociale-libérale (Vriizinnig) médiatisait certaines demandes politiques émanant de la classe ouvrière. Enfin certains élus catholiques ou calvinistes assuraient également cette fonction. Il faut dire que, les calvinistes dans le Nord et les catholiques dans le Sud, avaient rendu leurs ouailles imperméables à la pénétration des socialistes quitte à reprendre certaines de leurs idées.

Comme en Belgique, le marxisme va servir de catalyseur à l'émergence d'un parti ouvrier bien organisé, se substituant ainsi aux influences anarcho-syndicalistes, mais avec deux différences importantes. En premier lieu, le guesdisme est remplacé par le "modèle d'Erfurt" qui s'exerce sur la ligne idéologique -un marxisme aussi orthodoxe que pragmatique inspiré par Kautsky- mais aussi sur le nom du parti SDAP, Parti ouvrier social-démocrate et sur son organisation. Jusqu'à la crise des années trente, la social-démocratie néerlandaise affirmera un intégrisme marxiste théorique conjointement avec un opportunisme pratique. La religion étant condamnée par l'histoire, le SDAP jugea inutile de combattre les lois scolaires de 1902 -subsidés aux écoles confessionnelles- de même qu'il participa à la "grande pacification" de 1916-17 qui jetait les bases légales de la consociativité (égalité scolaire absolue) mais aussi le suffrage universel. outre cet avantage, les sociaux-démocrates pouvaient espérer séduire travailleurs catholiques et calvinistes. Cependant même votif le marxisme doit être périodiquement ravivé par des pratiques hautement symboliques. Ainsi en 1913 et à l'instar du POB, le SDAP tenta, fort mollement, l'expérience d'une grève générale qui, comme en Belgique, échoua. De même au moment de la Révolution allemande en 1918, le leader du parti déclara que la grande vague révolutionnaire ne s'arrêterait pas à la frontière des Pays-Bas. Cette énergique proclamation ne fut suivie d'aucun effet pratique et eut pour seule conséquence de marginaliser les sociaux-démocrates qui durent attendre 1939 pour entrer au gouvernement. En second lieu la social-démocratie néerlandaise se distinguait du socialisme belge par le fait que le syndicat, le NVV, jouait le rôle moteur et non pas le mouvement coopératif. Le syndicalisme étant, par nature, plus enclin à rechercher l'unité d'action à la base avec ses homologues catholiques, le NKKV, et calvinistes, le CNV, que l'affrontement religieux.

Les scrutins de l'entre-deux-guerres montrèrent, en dépit du suffrage universel, un SDAP limité à moins d'un quart de l'électorat, c'est-à-dire au secteur ouvrier du "pilier général". Ecarté du pouvoir et confiné dans une position

minoritaire le parti se devait de relever le défi. Deux facteurs de changement poussaient les sociaux-démocrates à effectuer leur aggiornamento: l'un interne, l'influence syndicale, l'autre externe, le rayonnement du Labour Party britannique, tolérant et religieusement pluraliste, qui exerça le pouvoir avec le gouvernement de Ramsay MacDonald. L'échec de la première expérience gouvernementale travailliste et les dissidences qui s'ensuivirent auraient pu détruire sa qualité de modèle si, dans le même temps, la référence dominante -le "modèle d'Erfurt"- ne s'était effondrée: la prestigieuse social-démocratie allemande venait de révéler sa totale incapacité non seulement* à endiguer la montée du nazisme, mais encore à lui opposer quelque résistance.

En 1935, le "Plan du travail" que Hendrik de Man faisait adopter au POB et les thèses de ce dernier vinrent à point nommé pour remplacer le marxisme comme idéologie du SDAP. Mais à la différence de leurs camarades belges, la dérive politique de son inspirateur, n'empêcha pas les socialistes néerlandais de continuer sur leur lancée. En 1945 après l'expérience de la guerre et de la Résistance, le SDAP fusionna avec -l'Alliance radicale-démocrate -les Vriiinnig , sociaux-libéraux de gauche- et l'Union démocrate-chrétienne -évangéliques de gauche- ainsi qu'avec les intellectuels catholiques issus des mouvements de résistance antinazie, pour fonder le Parti du Travail, PvdA. Outre le travaillisme, l'originalité du nouveau parti fut d'organiser, en son sein, trois communautés de travail, une laïque - humanistisch - une évangélique et une catholique.

Le PvdA obtint des scores électoraux nettement meilleurs que le SDAP mais certes pas dans la proportion escomptée. Des résultats nettement meilleurs car les travaillistes acquirent le statut de parti de gouvernement et parvinrent même à obtenir le poste de Premier ministre de 1948 à 1958, en la personne de Willem Drees. Pour excellent qu'ils fussent, compte tenu du système politique néerlandais, ces résultats ne correspondaient pas aux espérances qui présidèrent à la naissance du nouveau parti. D'une part l'électorat populaire catholique, solidement tenu par l'épiscopat, résista à la séduction des sirènes travaillistes comme le ghetto calviniste orthodoxe. D'autre part la percée communiste, générale dans l'Europe continentale après la guerre limita l'expansion du PvdA; néanmoins, il frôla en 1956 le tiers des suffrages, raflant au KVP le statut de premier parti à la chambre basse des États-généraux.

Les années soixante et le début de la décennie suivante furent peu favorables aux travaillistes dont le score électoral se stabilisa à un gros quart du vote, recul qui s'explique par deux facteurs. D'une part le parti fut victime d'un mouvement de scission, sur sa gauche d'abord, avec la création du Parti socialiste pacifiste, le PSP, hostile à la politique pro-atlantique du PvdA et où convergèrent

les tendances de gauche du parti

mais aussi les plus radicaux parmi le courant pacifiste fort chez les calvinistes orthodoxes. Comme le Parti du Travail ne passa, entre 1958 et 1973, qu'un an au gouvernement, il se radicalisa en s'ouvrant aux thèses de la nouvelle gauche et ce sous l'impact du socialisme religieux, principal bénéficiaire de la crise du système consociatif consécutive au Concile Vatican II. Il s'ensuivit que le parti dut affronter une dissidence de droite, les Démocrates-socialistes 70 (DS'70), conduite par le fils de Willem Drees. D'autre part le parti souffrit de la résurgence de deux courants traditionnels de la gauche néerlandaise qu'il croyait pourtant avoir intégré en 1945: le libéralisme-radical et le progressisme chrétien. Héritiers de la tradition Vrijzinnig, les Démocrates'66 (D'66), incarnent la rénovation moderniste analogue à celles des Clubs de gauche et surtout du Club Jean Moulin dans la France de la même époque. Ils devinrent un acteur stable du jeu politique néerlandais et sont actuellement, le 4e parti après la démocratie-chrétienne, le PvdA et les libéraux conservateurs. Héritiers de la tradition Christelike Radikaal, le Parti politique des radicaux (PPR), incarne le progressisme chrétien, surtout de sensibilité catholique, très dynamique pendant les Golden sixties. En dépit d'un relatif succès en 1972 (+ ou - 5%) le PPR est resté un petit parti et si l'on veut trouver une analogie, ce serait avec le MAPU chilien d'avant la chute d'Allende qu'il faudrait la faire. Ces deux partis constituèrent avec le PvdA une coalition électorale, l'alliance progressiste, analogue à celle du Programme commun en France, à la même époque (années soixante-dix).

En dépit de ce contexte difficile, la rénovation, du PvdA fut payante: sous la conduite énergique de Joop Den Uyl, il occupa le rang de premier parti de 1971 à 1981 et de 1982 à 1986, devançant à plusieurs reprises le CDA, issu de la fusion des trois partis religieux, alors qu'avant 1971, il était devancé par le seul parti catholique. L'heure de gloire de la gauche aux Pays-Bas fut le gouvernement progressiste de Joop Den Uyl (1973-1977) qui réduisit les Partis confessionnels au rang de force d'appoint. La décennie suivante (1977-1987) marquée par l'hégémonie monétariste et les fortes personnalités des leaders démo-chrétiens Van Agt et surtout Lubbers, vit les travaillistes d'extrême gauche dans l'opposition, sauf en 1981-82. Depuis 1989 ils siègent à nouveau au gouvernement, avec le seul CDA et sans leurs anciens alliés PPR et D'66.

L'évolution fut très différente en Belgique. Prisonnier au sein du segment consociatif laïc dans lequel il s'était encapsulé, le Parti socialiste belge avait fini par se confondre avec ce dernier, réduisant le Parti libéral à la portion congrue. Première force politique à Bruxelles et en Wallonie, la seconde dans le Royaume, le PBS s'accommodait de cette situation. La puissance de la démocratie-chrétienne flamande, permettant aux syndicats chrétiens de dépasser légèrement leurs

homologues socialistes ne trouvait pas la quiétude d'un parti-société, sorte de Moloch ronronnant assoupi à l'ombre des murailles de son ghetto. L'avenir était rayonnant, c'est ce que lui disait le guesdisme simplifié qui lui tenait lieu de doctrine: la victoire du socialisme était inscrite dans le cours de l'histoire, car l'industrialisation de la Flandre allait déchristianiser cette dernière, comme cela avait été le cas, au siècle dernier pour la Wallonie, assurant ainsi la domination du Parti socialiste sur la Belgique. Trois éminents sociologues, proches du parti, avaient même, chiffres à l'appui, conférés en 1967 un statut scientifique à cette mythologie. Un an après, la démocratie-chrétienne (PSC-CVP) remportait les élections et celles de 1971 n'étaient guère plus favorables au PSB pourtant relégué dans l'opposition. Progressivement, un certain nombre d'intellectuels du segment socialiste, prirent conscience de deux phénomènes sociologiques: en premier lieu que l'anticléricalisme ou l'irrégiosité ne conduisait plus forcément au socialisme et, en second lieu, que l'industrialisation rapide de la région flamande bénéficiait largement au syndicalisme chrétien lui donnant l'avantage sur son rival socialiste. A la même époque les travaux d'un Institut privé de science politique, le CRISP (fondé en 1958) révélèrent à l'opinion érudite qu'il fallait en Belgique distinguer trois formes de catholicisme ne coïncidant pas totalement, la religieuse, c'est-à-dire la foi et la pratique extérieures, la sociologique, c'est-à-dire l'appartenance "tribale" au "pilier" catholique, et la politique, c'est-à-dire l'identification au Parti social chrétien (PSC). Ainsi, depuis 25 ans, la baisse de la pratique religieuse resta sans effet sur les fortunes diverses du PSC CVP et n'empêcha nullement le segment catholique de prospérer.

La réponse des socialistes belges au défi sociologique dont ils venaient de prendre conscience ne fut guère innovatrice: rechercher le partenariat entre le segment laïc qu'ils incarnaient et le monde catholique, renforçant ainsi le système consociatif. Idéologiquement cela signifiait reconnaître la position centriste de la démocratie chrétienne, devenant l'alliée privilégiée du socialisme afin de réaliser une politique socio-économique de centre-gauche. Politiquement cela signifiait pour le parti de se maintenir, coûte que coûte, au gouvernement, avec le PSCCVP comme partenaire obligé. Il s'en suivit une remarquable colonisation de l'appareil d'État, au profit de nos deux larrons.

La création en 1961, à l'initiative de Roger Motz et d'Omer Van Audenhove, d'un parti conservateur moderne, trans-segments, révolutionna la donne parlementaire. L'état-major socialiste voyait avec faveur la séduction que le nouveau parti, le PLP, allait exercer sur l'électorat catholique, affaibli et déporté à gauche, le PSC deviendrait une force d'appoint docile. Les élections de 1965 causèrent un véritable tremblement de terre si, comme prévu, le PSC-CVP tombait de 41,5% à 34,5% des votes et perdait 19 sièges, le PSB chutait de 36,4% à

28,3%, perdant 20 sièges. Passant de 20 sièges à 48, le PLP était le principal bénéficiaire de la journée, occultant la montée en puissance des autonomistes (+12 sièges). Même si c'était dans une mesure moindre que pour le pilier catholique, l'apparition d'une droite nouvelle et pluraliste affectait également le Parti socialiste qui payait là une trop grande compénétration avec le pilier laïc. En effet, tant des catholiques conservateurs que des petits bourgeois qui votaient socialiste par tradition familiale et par anticléricalisme, ne se reconnurent pas dans la politique qualifiée de "travailliste" du gouvernement PSC-PSB de Théo Lefèvre (1961-65).

Les malheurs du PSB ne s'arrêtèrent pas là. L'érosion de sa base électorale par les autonomistes francophones bruxellois et wallons continua jusqu'en 1977, stagnant à un bon quart des votes, lui qui approcha les 40%! Prisonnier de son carcan rigide et de ses pesanteurs sociologiques, le parti ne put apporter de réponse adéquate. Tout au plus vit-on un changement de discours: le PSB, sous l'inspiration du modèle français, proposa un Front des progressistes, alliance électorale et établissement d'un programme commun, entre lui, le Parti communiste et le Mouvement ouvrier chrétien. Si le PCB, petit parti, s'empressa d'accepter, le MOC ne parvint pas à dégager une stratégie politique cohérente, tandis que les socialistes donnaient l'impression de ne pas croire à leurs propres propositions. En définitive le PSB trépassa fin 1977, sous les coups du conflit linguistique, donnant ainsi le jour à deux partis bien distincts: le PS en Wallonie et le SP en Flandre, les deux formations s'opposant à Bruxelles.

Libéré de la pesante tutelle de son grand frère wallon et animé par Karel Van Miert, le SP entreprit une réelle rénovation sur le modèle néerlandais avec une ouverture envers la gauche catholique. Le successeur de Van Miert -devenue Commissaire européen-, à la présidence du parti est d'ailleurs issu du zuil catholique. Jusqu'à présent les succès électoraux se font attendre, le CVP continue à tenir ses troupes syndicales, mais cette politique finira par devenir payante à long terme. Quant au grand frère, le PS, principale force politique en Wallonie, pourtant dirigé par un président, Guy Spitaels, ferme et intelligent, n'a guère innové, tandis que son idéologie décalquait celle de son homologue français, sa stratégie consistait à récupérer les brebis égarées chez les autonomistes et à satelliser le PSC.

Le SP a profité de sa situation de minoritaire, y compris dans la classe ouvrière, alors qu'en Wallonie le Moloch blessé a survécu et sa convalescence se porte bien. Si le guesdisme idéologique s'est évanoui, sa mentalité continue d'influencer l'organisation et les militants à la base. Guy Spitaels tenta vainement d'intégrer des chrétiens, ce ne fut qu'au sommet, la base demeura réfractaire pour des raisons sociologiques et non politiques. La disparition du RW et la récupération

de son aile "laïque" par le PS lui permet d'occuper une position dominante en Wallonie avec, en contrepartie, l'impératif de maintenir une ligne dure dans ses rapports avec les Flamands afin de prévenir toute résurgence des partis autonomistes. Comme le PSC a adopté la même stratégie, les intérêts des deux partis consociatifs sont proches.

b) Les nouveaux clivages

La caractéristique du Bénélux tient dans l'entrecroisement entre clivage Église/État et possédants/travailleurs. La Belgique s'en distingue à la fois par la présence du clivage centre/périphérie et par l'importance acquise par les écologistes.

Le clivage centre/périphérie

La totalité de l'espace qui nous est dévolu ne suffirait pas à démêler l'écheveau que représente le processus de désintégration de la Belgique. On abordera le problème tel qu'il se pose en Flandre, à Bruxelles et en Wallonie.

Cependant l'origine des différentes expressions régionales du clivage centre/périphérie est unique: la volonté d'imposer un État unitaire, centralisé et unilingue français à un pays pluriel, multiculturel et particulariste. Dès que, la démocratisation aidant, l'image homogène que donnait une citoyenneté limitée à la Bourgeoisie se dissipait, la réalité s'affirmait et le pays entraînait progressivement en crise.

Les Flamands, dotés d'une identité linguistique distincte furent les premiers à s'affirmer, à la faveur de la première guerre mondiale. Il y avait de quoi: la grande majorité des soldats était flamande alors que les officiers qui les commandaient ne parlaient, d'ordinaire, que Français. Ainsi le premier parti autonomiste flamand apparaît au Parlement en 1919 sous le nom de Frontpartij, parti du front, de sensibilité démocratique. Malheureusement il sera récupéré par un nouveau parti, le VNV -Fédération nationale flamande qui connaîtra rapidement une dérive autoritaire et fasciste et dont la plupart des dirigeants collaboreront avec l'occupant nazi.

Il s'en suivra, à la libération, une implacable répression qui frappera l'ensemble du mouvement flamand qui disparaîtra ainsi de la scène politique. Après une vaine tentative de présentation de listes aux élections de 1949, le nationalisme flamand réapparaît au Parlement lors des législatives de 1954 avec l'élection, à Anvers, du député Wagemas sous l'étiquette de l'Union populaire chrétienne

flamande que les commentateurs de l'époque confondent avec une dissidence démocrate chrétienne. En 1958 elle devient l'Union populaire flamande ou Volksunie et maintient son unique siège à la Chambre. Dès lors le parti connut une progression rapide: 5 députés en 1961, 12 en 1965, 21 en 1968, son maximum historique. Dix ans plus tard la VU deviendra un parti de gouvernement tout en devenant un parti foncièrement démocratique débarrassé de ses oripeaux nostalgiques du nationalisme d'avant-guerre. Il sera très actif dans l'organisation du soutien aux minorités nationales à l'Ouest comme à l'Est et prendra part à la mise en oeuvre du groupe "Arc-en-ciel" au Parlement européen.

Cette évolution de la VU lui vaudra, à la faveur d'une participation gouvernementale, la dissidence de son aile droite qui créa le Vlaams Blok, bloc flamand indépendantiste qui dérivera vers la xénophobie renouant ainsi avec la tradition du VNV, leur député européen siège d'ailleurs avec Jean-Marie Le Pen. Stagnant à deux députés durant plus de dix ans, ce parti passa à treize sièges aux élections de 1991.

Fondé à Bruxelles en 1964 le Front Démocratique des Francophones (FDF), restera un front de défense des Francophones bruxellois heurtés par les exigences flamandes sur la Capitale. Il sera même, dans les années soixante-dix, le principal parti de la région bruxelloise dépassant le tiers des suffrages. Cependant le FDF restera toujours un front. Il tentera de se donner une vision globale en termes de projet de société lors qu'il sera rejoint par un groupe d'intellectuels venus de la gauche démocrate-chrétienne sous l'influence de François Persoons. C'est alors que le FDF, dans les années soixante-dix devient le principal parti de la région bruxelloise, dépassant le tiers des suffrages exprimés. Il participe également au gouvernement central, avec les socialistes, le PSC-CVP et la Volksunie. La décennie suivante sera celle d'un relatif déclin: le parti tombe de douze à trois députés mais conserve certains bastions municipaux de même qu'il entre en 1989 au gouvernement régional bruxellois, en alliance avec les socialistes, les démocrates chrétiens et la VU.

L'autonomisme wallon connut un destin plus curieux encore car sa progression fut aussi rapide que sa chute: une flambée mais qui dura deux décennies.

Ses premiers élus arrivent au Parlement belge en 1965 dans la foulée de la déception face à la participation des socialistes wallons au gouvernement, perçue comme une trahison des objectifs de la grève générale wallonne de 1960-61. Plusieurs initiatives électorales se constituent autour du mot d'ordre du mouvement wallon naissant: "Fédéralisme et réformes de structures socio-économiques". La

plus importante est celle du Parti wallon des Travailleurs (PWT) dominée "par les trotskystes mais qui fera élire un modéré, l'éminent constitutionnaliste François Perin, comme député de Liège. Une autre tentative, limitée au Hainaut, le Front wallon obtiendra un député à Charleroi, les autres échoueront. François Perin et ses amis quitteront le PWT pour fonder avec le précédent le Parti Wallon, PW, dont la présidence sera confiée à un ancien député socialiste anti-gouvernemental F. Massart. En 1968 à la faveur de la crise entraînée par la volonté flamande de bouter la section française de l'Université Catholique de Louvain hors du territoire flamand, le PW intègre sur ses listes des candidats issus du milieu catholique, dont certains d'opinion conservatrice. Ces listes du Rassemblement Wallon deviendront le RW qui en deux élections sera le deuxième parti de Wallonie après les socialistes. En 1974 le RW entre au gouvernement.

Le déclin du RW fut aussi rapide que son ascension. Alors que F. Perin avait toujours envisagé son parti comme un front interclassiste visant à ratisser large, en attirant tous les Wallons soucieux d'autonomie, qu'ils fussent de droite ou de gauche, son successeur à la présidence du parti, le chrétien de gauche P.H. Gendebien, décida d'orienter le RW vers des positions alliant le fédéralisme intégral au socialisme humaniste. Il s'ensuivit la scission de la droite du parti qui, sous la conduite de Jean Gol, rejoignit le Parti libéral. Le RW ne devait pas survivre à ses divisions. Une fraction de ses parlementaires, après avoir constitué le rassemblement populaire wallon, rejoignit le PS, une deuxième réintégra le PSC, tandis que les irréductibles restent au RW désormais privé d'élus et devenu indépendantiste.

Le clivage Productivistes/écologistes

Les pays du Bénélux n'institutionnalisèrent pas le clivage rural/urbain et ne connurent pas de partis agrariens du type scandinave. En revanche la résurgence de ce clivage sous les dehors d'une opposition entre la société industrielle urbanisée et le néoruralisme des écologistes frappa la Belgique de plein fouet depuis 1981: les verts sont une force politique avec laquelle il faut compter. Ceci deux ans après la Suisse, mais avec plus d'élus, et deux ans avant la percée des Grünen en Allemagne.

La bastion des écologistes est la Belgique de langue française avec ECOLO, c'est-à-dire les Ecologistes Confédérés pour l'Organisation de Luttes Originales. Ce parti dispose de deux élus au Parlement européen et d'une bonne représentation au plan régional et local. Dans la partie flamande du pays l'écologisme est représenté par le parti AGALEV -Vivre autrement- un peu moins puissant mais néanmoins actif.

Conclusion.

Alors que les systèmes de partis des pays du Bénélux se caractérisent longtemps par une structure triadique simple: gauche socialiste, centre démocrate-chrétien et droite libérale, avec des variantes néerlandaises dues à un mode de scrutin très généreux, la situation s'est complexifiée. On peut dire que chacun des trois pays suit une évolution désormais spécifique.

Le Luxembourg reste inchangé et l'électorat des partis n'est plus réductible à un prédicteur sociologique. Seul la pratique religieuse influence faiblement le vote pour le PCS.

Les Pays-Bas connaissent un mouvement de simplification vers un quadripartisme: travaillistes, Démocrates 66, CDA et Libéraux. Ainsi pour la première fois le gouvernement néerlandais ne comprend que deux partis.

Par contre, la Belgique vit une évolution radicalement inverse où le tripartisme stable a cède la place au multipartisme. Non seulement les trois se scindèrent pour devenir six mais les autonomistes ont inscrit trois partis et les écologistes deux sans compter les apparitions épisodiques de l'extrême droite "belgicaine".

NOTES

- (1) SARTORI, G.: Parties and Party Systems. Cambridge U.P., 1976.
- (2) BLONDEL, J.: Political Parties. Wildwood House, 1978.
- (3) LIJPHART, A.: The Politics of Accomodation. University of California Press, 1968.
- (4) LIPSET, S.M. et ROKKAN, S. eds.: Party Systems and Voters Alignments. Free Press, 1964.
- (5) SEILER, D.L.: Les partis politiques en Europe. PUF, Que Sais-je, 1982 et SEILER, D.L.: De la comparaison des partis politiques. Paris, Economica, 1985.